

NOTE D'ENJEUX - Janvier 2024

Classes moyennes : l'équilibre perdu ?



Depuis les crises financières et bancaires de 2008-2011, le sujet des « classes moyennes françaises » cristallise les débats et fait figure d'incontournable dans les discours politiques. Véritable « ventre mou » de notre système démocratique, elles ne disposent pour autant d'aucune définition consensuelle. Sur le plan économique, si elles peuvent être appréhendées par leurs revenus (entre 1 440 et 3 100 € par mois), le critère des professions et catégories socio-professionnelles (PCS) ne permet plus de les définir et ne saurait permettre une appréhension fine et exhaustive de leurs aspirations et de leurs craintes. Il demeure pourtant au cœur de nombreuses

études statistiques et institutionnelles, qui de fait, omettent une large part des effets de seuil qui leur sont propres.

Au contraire, les classes moyennes doivent être comprises et analysées sous le prisme de leur construction sociologique. Ainsi, il n'est pas tant question de pouvoir d'achat que de dépenses contraintes par une peur incessante du déclassement social. Il ne s'agit pas d'une quête intarissable et excessive de l'ascension sociale mais bel et bien d'une peur viscérale en ce qui concerne l'avenir du pays et celui de leurs enfants. Toujours sur « un fil », elles mènent chaque jour une vie d'équilibriste. Bien que conscientes des atouts du modèle social français, elles tendent à se comporter comme si elles vivaient « sans filet ».

Cette situation résulte notamment de la dégradation d'un équilibre singulier qui lie les valeurs cardinales de notre idéal national, en premier lieu desquelles le travail et l'éducation. **Dès lors se dessinent quatre enjeux particulièrement cruciaux pour permettre à cette couche intermédiaire – nécessaire au bon fonctionnement de notre modèle républicain et démocratique – de retrouver sérénité et confiance en l'avenir dans notre pays :**

- revaloriser les revenus du travail en renouant avec une fiscalité dont les effets redistributifs soient plus acceptables ;
- renouveler notre politique du logement et la rendre plus ambitieuse et moins excluante pour une grande majorité des Français ;
- relever le défi, à plus long terme, d'un enseignement scolaire qui incarne notre idéal méritocratique partout en France ;
- anticiper les effets monétaires et sociaux des défis climatiques à venir afin d'atténuer et de mieux prendre en compte les contraintes propres aux classes moyennes.

Autant de réflexions qui devront faire l'objet de recommandations concrètes. Car, comme l'écrit Pierre Rosanvallon : *« si les épreuves de la vie conditionnent en profondeur le quotidien des femmes et des hommes et disent la vérité de l'état d'une société, une des fonctions essentielles de la politique doit donc être d'aider à en réduire le poids dans les existences ¹. »*

¹ Pierre Rosanvallon, *« Les épreuves de la vie : comprendre autrement les Français »*, Paris, Éditions du Seuil, 2021.